

6 septembre 1955: la nuit de cristal turque... pour les Grecs, Juifs, et Arméniens d'Istanbul et Constantinople

écrit par Laveritetriomphera | 5 octobre 2020



On comprend mieux pourquoi la Grèce s'oppose à l'entrée de la Turquie dans l'UE.

J'ai traduit ce texte car l'auteur met en évidence le mythe de la nation turque <https://www.imprescriptible.fr/proces/Uzay-Bulut.htm> dans un pays où les minorités sont opprimées. (Et où) le sultan veut reconstituer l'empire ottoman et réclame Jérusalem <https://fr.sputniknews.com/moyen-orient/202010011044511396-jerusalem-est-notre-ville-affirme-erdogan-qui-rappelle-la-resistance-ottomane-au-sein-de-la-ville/>.

6 septembre 1955: la nuit de cristal turque

6 septembre 2020 par [Uzay Bulut](#)



Le 6 septembre 1955 avait commencé comme un jour ordinaire pour les Grecs, les Arméniens et les Juifs d'Istanbul ou de Constantinople.

Apostolos Nikolaidis fait ce récit dans son livre *I Nihta ton Kristallon*

« À cette époque j'habitais à Cengelkoy avec ma femme et mes deux enfants ... Au moment où les manifestations ont commencé à Taksim, j'ai quitté mon magasin de Karakoy et je suis rentré chez moi ».

Nikolaidis ne savait pas qu'une horrible croisade d'annihilation ethnique était en cours. Tout comme Nikolaidis, des milliers de non-musulmans à Istanbul ne savaient pas encore que leur patrie avait l'intention de s'en prendre à leurs biens, leurs entreprises et leurs lieux de culte, dans le but de les terroriser et de les convaincre à quitter le pays.

Nikolaidis rajoute : *« Nous avons essayé d'écouter les informations à la radio. Les bruits du pillage se rapprochaient de nous. La foule avait probablement pillé le magasin de Yovani. Puis, juste après, une première pierre a été jetée sur notre domicile ... Les émeutiers nous lançaient des morceaux de charbon que j'avais entreposés devant la maison et vers les fenêtres des voisins. Puis ils se sont éloignés pendant un moment. Une demi-heure plus tard un nouveau groupe est arrivé. Ils étaient dirigés par Kemal, un contrôleur de billets. Je le connaissais depuis longtemps. Il*

s'était toujours plaint de ses maux de tête. J'étais le seul au village à posséder un réfrigérateur, alors je lui fournissais des glaçons pour qu'il se soigne. Donc confiant dans notre amitié, j'ai décidé de lui parler. J'ai pris le drapeau turc que je possédais à la maison et je suis descendu ».

Ils ont été choqués de me voir et se sont retirés, alors j'ai profité du silence et j'ai dit : « Moi, Apostolos Nikolaidis, comme vous tous je suis né et j'ai grandi ici. J'ai moi aussi servi dans l'armée. Je suis citoyen turc comme vous. Je n'ai rien à voir avec ce qui se passe à Chypre. Je crois en Dieu comme vous. S'il vous plaît, laissez ma famille et ma maison en paix. N'oubliez pas que je fais partie de cette Terre autant que vous ».

Un court silence a suivi mes paroles. Puis j'ai reculé, horrifié, quand j'ai entendu un cri, un homme s'est exclamé : « Que fait le drapeau turc dans les mains de cet infidèle ? Puis, quelques personnes proches m'ont sauté dessus. Ils m'ont frappé la tête avec des bâtons. J'ai entendu mon fils crier alors que je touchais le sol. Frère Kemal ! Tu es en train de tuer mon père ! ». Alors Kemal stupéfait, s'est interposé et il est reparti avec les autres. Ma femme et mon fils m'ont aidé à rentrer à la maison. Ensuite nous nous sommes rendus chez nos parents à Tarlabasi, où nous étions plus en sécurité. Le 6 septembre 1955 a été la dernière nuit que nous avons passée chez-nous. Dans un premier temps nous avons enménagé au centre ville, puis nous avons quitté la Turquie quelques années plus tard.

Durant le pogrom, lequel a duré deux jours, on pouvait voir des flammes dans tout Istanbul. Elles provenaient des incendies dûs aux pillages et aux destructions.

Les émeutiers avaient préalablement choisis leurs cibles. La veille du pogrom, certains avaient demandé aux propriétaires de magasins musulmans de « placer le drapeau national dans

les vitrines » ; les magasins qui n'avaient pas de drapeaux turcs ont été détruits ou endommagés. Des témoins ont déclaré que les foules étaient équipées d'une liste d'adresses pour mener à bien les attaques.

Puis, le 6 septembre, ils ont décidé d'accomplir leur « mission » et ils ont dévasté les quartiers grec, arménien et juif d'Istanbul, Ils ont tué environ 37 Grecs. Ils ont détruit et pillé les maisons, les bureaux, les magasins et les écoles des non-musulmans, ainsi que les lieux de culte. Les images saintes, les croix et les icônes ont été profanées. Des églises ont été incendiées et complètement détruites par le feu.

Les émeutiers ont battu et blessé de nombreuses personnes, détruit des cimetières, exhumé les morts qu'ils ont traînés dans les rues. L'ampleur de cette sauvagerie dépasse les mots.

Quelques 200 femmes grecques ont été violées. Des jeunes grecs auraient aussi été violés et un prêtre aurait été brûlé vif. De nombreux Grecs, dont au moins un prêtre, ont été circoncis de force.

Le Patriarcat œcuménique de Constantinople et le consul général de Grèce ont listé les victimes de viol et Speros Vryonis les mentionne dans son livre publié en 2005 : *The Mechanism of Catastrophe: The Turkish Pogrom of September 6-7, 1955, and the Destruction of the Greek Community of Istanbul*, (Les rouages de la catastrophe : pogrom turc des 6 et 7 septembre 1955 et l'annihilation de la communauté grecque d'Istanbul.).

Le député grec Alexandros Hacopulos, du Parti démocrate alors au pouvoir en Turquie, a prononcé un discours au Parlement le 12 septembre. Il a déclaré que son domicile avait aussi été pillé. Il a signalé que 300 personnes environ s'étaient rendues à moto à Buyuk Ada, un quartier du district d'Adalar à Istanbul, et avaient pillé les maisons et les entreprises

grecques sous le nez et la barbe des policiers.

Le 27 septembre 1955, le consulat américain à Istanbul a envoyé une dépêche au département d'État disant : « qu'à leur connaissance les émeutiers n'ont épargné qu'une très faible partie des biens des non-musulmans ».

Ces atrocités ont eu lieu pendant deux jours dans l'une des plus grandes villes de la planète, laquelle abrite en son sein une des armées les plus puissantes du monde.

Cependant, les forces de sécurité turques, lesquelles avaient organisé le pogrom, ont refusé de porter secours aux victimes et de protéger leurs biens. Ces officiers ont plutôt initié un surcroît de violences et de pillage.

Lois Whitman, avocate et ancienne directrice adjointe de Helsinki Watch, Human Rights Watch https://fr.wikipedia.org/wiki/Human_Rights_Watch a écrit dans son livre : *Destroying Human Rights and Ethnic Identity: The Turks of Greece* (Négation des Droits de l'Homme et de l'Identité Ethnique (culturelle) : les Turcs originaires de Grèce) Comportement des forces de sécurité turques durant le pogrom : Le consul général américain a télégraphié au Département d'État que « L'émeute était complètement hors de contrôle et aucune intervention policière ou militaire visant à juguler la situation n'a été rapportée. J'ai personnellement assisté au pillage de nombreux magasins alors que la police restait inactive ou encourageait la foule ».

Orhan Eyuboglu fut un des directeurs chargés de la sécurité à Istanbul lors des émeutes. Il a déclaré au tribunal que le ministre de l'Intérieur avait donné l'ordre à la police de ne pas recourir à la violence [contre les agresseurs] car ces derniers étaient représentatifs d'une « rage nationale ».

Les pilleurs étaient véhiculés par des transports privées, des taxis, des camions, des bus, des trains, des bateaux, et même des voitures militaires.

Les documents de l'époque relatent que 4 214 maisons, 1 004 entreprises, 73 églises, 1 synagogue, 2 monastères, 26 écoles et 5 317 lieux où se trouvaient des usines, des hôtels et des bars, ont été saccagés.

Keti Bagdat, 65 ans, l'une des rares Grecques qui soient restées à Istanbul après le pogrom, a dit à l'agence de presse turque Bianet : *« J'avais 13 ans à l'époque. Des individus se sont présentés à notre domicile et ont dit : « Nous savons que vous abritez une jeune fille de 13 ans, nous la voulons tout de suite ! Ma mère était terrifiée. Je tremblais comme une feuille. Je ne comprenais pas pourquoi ils voulaient me voir avec tant d'insistance. Mais plus tard, j'ai appris qu'ils avaient violé de nombreux enfants non musulmans, en particulier à Beyoglu et Taksim ».*

Mme Bagdat a ajouté que le lendemain elle s'est effondrée devant l'ampleur du désastre : *« des églises avaient été brûlées et complètement détruites. Les cimetières Grecs et Arméniens avaient été profanés. Les émeutiers avaient exhumé les morts et avaient même pillé les tombes les plus récentes. Ils ne se sont pas contentés de molester des vivants, ils n'ont pas respecté les morts non plus ».*

Comme ces attaques étaient orchestrées par l'État turc, les communautés non musulmanes n'avaient nulle part où se réfugier et demander de l'aide. Terrorisées, elles ont choisi la seule option qui leur restait : fuir Istanbul-Constantinople, leur ancienne patrie, la migration fut massive.

Pendant la Nuit de Cristal, les 9 et 10 novembre 1938, en Allemagne et en Autriche, au moins 91 Juifs ont été tués ; des maisons, des hôpitaux et des écoles juives ont été saccagés ; plus de 1 000 synagogues ont été brûlées ; et plus de 7 000 commerces juifs ont été détruits ou endommagés par les SS et les SA nazis.

Le monde a assisté à une autre Nuit de Cristal les 6 et 7

septembre 1955. Cette fois à Istanbul les émeutiers ont attaqué les Grecs, les Arméniens et les Juifs turcs.

Deux éléments nous éclairent sur la raison du pogrom d'Istanbul : la situation à Chypre et la politique d'assimilation culturelle de la population non musulmane dans République turque [NdT : ce qui signifie qu'il faut adopter l'islam dans un pays à majorité musulmane pour ne pas subir de brimades].

Avant la conférence de Londres sur le problème chypriote, le 29 août 1955, le premier ministre turc, Adnan Menderes, avait déclaré : « Nos frères Chypriotes sont menacés d'un viol collectif dans les prochains jours » ; Hikmet Bil, leader de l'association « Chypre est turque » et chroniqueur au journal turc Hurriyet, avait fait une déclaration similaire le 20 août 1955 : « La réponse à une telle menace [massacre possible Des turcs à Chypre] doit être rapide. Les grecs sont très nombreux à Istanbul ».

Les autorités turques ont estimé que certains de leurs concitoyens grecs et non-musulmans étaient des pions utiles dans la politique étrangère du pays. La question de la minorité d'origine grecque non islamique en Turquie a été mise sur la table à chaque fois que des tensions sont apparues entre la Grèce et la Turquie. Le gouvernement turc croyait que toutes améliorations ou aggravations des conditions de vie des turcs non musulmans d'origine grecque, lui donnaient un avantage sur son homologue hellène le forçant ainsi à faire des concessions.

Durant la conférence de Londres des membres de l'association « Chypre est turque » et d'autres organisations nationalistes ont utilisé cette rhétorique pour manipuler l'opinion publique.

Le 6 septembre peut être considéré comme un triomphe des propagandistes. Le journal Istanbul Express titrait :« La

maison de notre cher Atatürk a été attaquée à Salonique », dans le but évident d'accroître les tensions entre les turcs musulmans et non-musulmans.

Cependant, les pogroms à Istanbul et à Izmir, qui ont duré deux jours, étaient si soigneusement planifiés, systématiques et organisés qu'ils ne pouvaient résulter d'une simple provocation des non-musulmans envers les musulmans.

La situation à Chypre fut un prétexte pour inciter la population turque islamique à violenter les minorités non musulmanes d'origine grecque et autre. Les pogroms des 6 et 7 septembre n'étaient pas uniquement dus au « problème chypriote ». L'objectif assumé du gouvernement turc était l'homogénéisation de « la nation » et la création d'une économie nationale en mettant fin à l'activité ou au leadership de citoyens d'origine grecque et arménienne ainsi que des juifs.

Ces pogroms doivent donc être considérés comme une continuation de la politique de discrimination établie de longue date par les gouvernements ottoman et turc à l'encontre des communautés non musulmanes présentes dans le pays.

En 1924 l'échange obligatoire de population entre la Turquie et la Grèce, les lois d'exclusion interdisant au non-musulmans de pratiquer certains métiers, le pogrom anti-juif de 1934 en Thrace orientale, l'impôt sur la fortune de 1942 imposé aux non-musulmans, le recrutement de ces derniers dans les bataillons de travail forcé dans l'armée turque pendant la Seconde Guerre mondiale, sont autant de pièces à charge quant à la politique discriminatoire des autorités turques envers ses citoyens non musulmans.

Le Parti républicain du peuple à l'origine de la République turque en 1923, qui a gouverné jusqu'en 1950, a déclaré en 1946 dans un rapport sur les minorités que son objectif était de libérer Istanbul de tous les Grecs avant le 500e anniversaire de la «conquête» de Constantinople (1453). Leur plan a été mené à bien avec seulement deux ans de retard.

Le 6 septembre 1955, une bombe a explosé dans la cour du consulat de Turquie en Thessalonique, le bâtiment était adjacent à la maison où Atatürk est né. Plus tard, il s'est avéré que l'attentat avait été organisé par le consulat turc avec l'aval du ministère turc des affaires étrangères.

Lors du procès de Yassiada en 1960-61 après le coup d'État de 1960, il a été révélé que Oktay Engin, un ressortissant turc alors étudiant à l'université en Thessalonique, avait été chargé de poser un explosif près de la maison d'Ataturk. Il a ensuite été promu à de hautes fonctions par le ministère de l'intérieur et est devenu gouverneur de nombreuses provinces en Turquie.

Même si les victimes du pogrom ont été principalement des Grecs, toutes les minorités non musulmanes ont été ciblées.

Dr Dilek Guven, historien, rapporte dans son livre sur le pogrom : « La situation à Chypre n'a pas été l'unique raison pour laquelle les grecs ont été attaqués lors des vindictes populaires des 6 et 7 septembre 1955. 59 % des entreprises détruites appartenaient aux Grecs, 17 % aux Arméniens et 12 % aux Juifs ».

Vryonis a également rapporté que « selon la police d'Istanbul, 2.572 commerces grecs, 741 commerces arméniens et 523 commerces juifs ont été détruits ».

Le pogrom a déclenché une vague de migration conforme aux objectifs de l'État turc. En quelques mois, la plupart des grandes entreprises non-musulmanes ont été cédées à des musulmans, et les entreprises détruites n'ont jamais réouvert leurs portes.

Avec la vague de migration, l'État turc a rempli une bonne partie ses objectifs : homogénéiser «la nation » et « turcisation » de l'économie.

M Guven à déclaré que la presse locale d'Istanbul a cependant

qualifié la migration de masse « de déloyauté traditionnelle des minorités » et « d'alliance historique avec des États étrangers ».

Après les deux jours d'émeutes, le journal grec Embros basé Istanbul a cessé d'imprimer pendant huit jours du faits des dommages importants dans l'atelier d'impression. Dès que le journal a été en mesure de reprendre son activité, [l'éditorial](#) du 15 septembre 1955 affichait « Nous ne partirons pas. Nous nous lèverons pour reconstruire nos églises, enterrer nos morts, remettre à neuf nos écoles, nos magasins, nos appartements et rester sur notre terre ».

« Nous resterons dans ce pays, cette terre où nous sommes nés et où nous avons grandi, où se trouvent les tombes de nos ancêtres, bien que profanées. Nos cimetières ont été endommagés, nos églises, écoles, magasins, appartements réduits en ruine mais nous nous motiverons pour la création d'un monde nouveau. Grâce à la persévérance et au courage, nous referons notre vie au milieu des décombres ».

« Nous nous ferons entendre et hurlerons que cette tragédie n'aurait jamais dû avoir lieu. Nous crierons que ce pays est le nôtre, que nous ne sommes ni les otages, ni les captifs de qui que ce soit et que nous ne partirons pas simplement parce que certains veulent nous voir quitter les lieux. Nous resterons ici. Pareil au sycomore qui « embrasse » la terre avec ses racines, nous rappellerons constamment à nos concitoyens que nous avons nos racines dans ce pays. Ils peuvent couper nos branches, mais personne ne peut s'en prendre aux racines qui s'enfoncent profondément dans la terre de notre vieil arbre ».

« Avec l'aide de Dieu Tout-Puissant et la sécurité garantie par le gouvernement [NdT (?)], grecs et turcs renaîtront de leurs cendres très bientôt. ».

Cependant, les communautés non musulmanes de Turquie ont dû

marquer un trait sur le passé après le pogrom. Une grande majorité des grecs d'Istanbul et au moins 10.000 Juifs ont été contraints de quitter le pays. La plupart des grecs qui sont restés à Istanbul ont dû rejoindre la Grèce en 1964 – une autre tragédie dans l'histoire de la Turquie.

En 1964, 30 000 Grecs vivant en Turquie ont été contraints de quitter le pays avec 20 kg de bagage et 20 dollars en poche. Ils n'étaient pas autorisés à vendre leur maison ou leur propriété, ni à retirer l'argent qui restait dans leur compte bancaire avant de quitter les lieux.

Les autorités turques ont-elles accordé une réparation morale et matérielle aux victimes du pogrom de 1955 ? Ont-elles montré quelques signes de repentance ou des regrets des années après ce nettoyage ethnique ?

Malheureusement la réponse à cette question est non. Au lieu de cela, une université, un aéroport et des écoles portent le nom d'un des initiateurs des pogrom-s. Cependant, à l'exception d'une déclaration faite par un responsable de l'armée lors d'une interview, il n'existe pas un seul rapport officiel émanant du gouvernement turc relatant les violences des 6 et 7 septembre 1955.

Lors d'une interview en 1991 le général Sabri Yirmibesoglu, officier dans l'armée durant le pogrom, a déclaré que les 6 et 7 septembre avaient été organisés par le Département Spécial de Guerre (SWD). Il s'est exprimé en ces termes : « C'était une institution fiable qui a atteint son objectif », et il a posé une question au journaliste : « Que pensez-vous du SWD, n'était-il pas remarquable en son temps ? ».

Le SWD commandé par Yirmibesoglu, a également été impliqué dans l'invasion de Chypre en 1974. En 2010, Yirmibesoglu a déclaré à la télévision que la Turquie avait brûlé une mosquée pendant le conflit : « afin d'encourager la résistance civile contre les Grecs habitant l'île » et que « participer à des

sabotages dans l'objectif d'en accuser l'ennemi était une loi de la guerre ».

La minorité grecque d'Istanbul, qui comptait environ 100 000 personnes avant le pogrom, est réduite actuellement à 2 000. Yirmibesoglu est donc dans le vrai quand il dit que la SWD a rempli ses objectifs.

Comment la communauté internationale aurait-elle réagi si le gouvernement allemand avait refusé d'indemniser les survivants de l'Holocauste et si il avait fait l'éloge public de ce génocide ?

L'Occident comprendra t'il une fois pour toute que la politique des deux poids et deux mesures nuit à toutes les nations proches de la Turquie, incluant les populations habitant ce pays et ses voisins ?

Si la Turquie veut être un membre respecté de la communauté internationale et rester un « allié » de l'Occident, elle doit se conformer à un cahiers des charges :

Elle devrait présenter des excuses officielles pour le pogrom des 6 et 7 septembre 1955 et pour les autres massacres commis sur son territoire. Elle ne doit plus « refuser » le droit à la vérité et désavouer ceux qui nient les génocides qui ont eu lieu dans son histoire.

Elle devrait exprimer son repentir pour les victimes de ces crimes à l'instar du chancelier allemand Willy Brandt, en poste lors du pogrom de 1955, et qui est tombé à genoux dans l'humilité et la pénitence devant un mémorial de l'Holocauste dans le ghetto de Varsovie en 1970.

Elle devrait verser des réparations conséquentes aux survivants de ces massacres ainsi qu'aux familles des victimes. Elle devrait leur reconnaître le droit de retourner dans leur ancienne patrie en tant que citoyens de plein droit sur le plans culturel, linguistique et politique. Elle ne

devrait plus promouvoir et gratifier ceux qui ont participé au pogrom, traduire immédiatement ces derniers en justice pour crimes contre l'humanité.

Elle devrait créer des musées commémoratifs dans toute la Turquie pour sensibiliser la population dans le but de : plus jamais cela.

Et dans le cas où la Turquie serait insuffisamment préparée ou refuserait de remplir ce cahier des charges d'un membre respecté de la communauté internationale, elle devrait pour le moins cesser de porter aux nues les auteurs de ce pogrom et de s'en glorifier. Elle devrait cesser de toujours plus renoncer à son honneur et à celui de ses citoyens turcs.

[Uzay Bulut](#) est une journaliste et analyste politique turque anciennement basée à Ankara. Cet article est publié avec la permission de l'auteur dans l'[Armenian Weekly](#).

Traduit pour Résistance républicaine par Lavéritétrionphera

<https://www.jihadwatch.org/2020/09/september-6-1955-turkeys-kristallnacht>